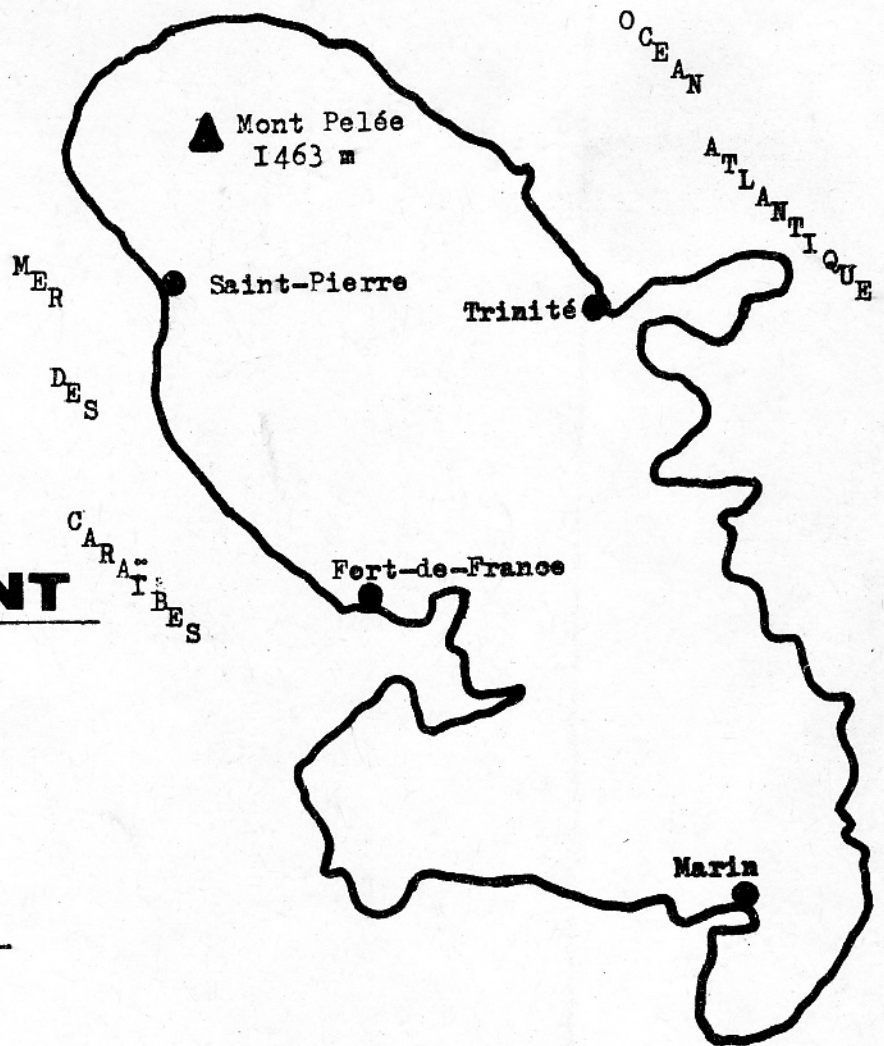


LA MARTINIQUE.



DEPARTEMENT

OU

COLONIE ?

PARTICIPATION AU DEBAT SUR LA SITUATION EN 1974.

BROCHURE SUR LA MARTINIQUE.

Erratum:

P.3: à la fin de la page, après "déroulement des événements" lire "typiques à la Martinique, par opposition à ceux survenus", suite au verso p.4.

P.7. dans le paragraphe "1) La Crise Sucrière" ajouter après "betteraviers" à la 4^e ligne ; "des betteraviers de métropole qui font tout pour dominer le sucre des Antilles. Les capitaux "békés".....".

SOMMAIRE.

- <u>INTRODUCTION:</u>	P.2.
- <u>1° PARTIE : EVOLUTION HISTORIQUE</u>	
A/ Structure Economique :	P.3.
I/ Historique de la concentration du capital et des terres.	
II/ Organisation actuelle des "habitations"	
- Habitations Familiales	
2- Sociétés Anonymes Familiales	
3- Sociétés à Capital Externe	
B/ Rapport entre groupes ethniques et capital/production	P.5.
C/ Investissements - Contrôles des "békés".	
- <u>2° PARTIE : LA SITUATION ECONOMIQUE EN 1974</u>	
A/ Situation Economique :	P.7.
I/ LA Crise Sucrière	
II/ La Production Bananière	
III/ Inflation Galopante	
IV/ Le Chômage	
B/ La Vie Quotidienne :	P.10.
I/ La Religion	
II/ La Famille	
III/ La Consommation	
IV/ LA Vie Culturelle	
- Cinéma	
2- Théâtre	
3- Musique	
4- Carnaval	
- <u>3° PARTIE : LES ORGANISATIONS POLITIQUES EN 1974.</u>	P.14.
I/ La Réaction	
II/ Les Réformistes ou la Social-Démocratie	
III/ L'Extrême Gauche	
IV/ Que Faire?	
- <u>ANNEXE:</u>	
Le S.M.A.	P.18.
Lexique des termes créoles et autres.	P.21.
Quelques données sur la Martinique.	

Cette brochure a été réalisée par deux métropolitains ayant passé 9 mois à la MARTINIQUE. Ils l'ont établie dans le but d'exposer la situation de ce "département" et de rompre avec le manque d'informations et d'explications sur la situation sociale, économique et culturelle de ce "département" lointain.

Elle comporte des lacunes ou des oublis : le but recherché n'est pas la perfection mais l'établissement d'un débat et d'un échange avec, en premier lieu, des Martiniquais.

NOVEMBRE 1974

1ère PARTIE : EVOLUTION HISTORIQUE

La MARTINIQUE fait partie des 3 "départements" français aux Antilles ; mais de part leur situation économique et stratégique, ils sont les dernières colonies de l'impérialisme français.

La population est actuellement de 360 000 habitants avec 50% d'entr'elle qui a moins de 20 ans.

Les ressources principales en sont : la canne à sucre, la banane et l'ananas.

A) STRUCTURE ECONOMIQUE

Celle-ci permet de très bien comprendre la situation coloniale de cette île où une minorité de colons (les "békés") accumule des profits énormes sans s'occuper des besoins réels de la population.

Ceci peut être résumé en 3 points :

- Grandes unités agricoles dévolues à la monoculture de produits destinés à l'exportation

- Stratification sociale : aristocratie foncière en contraste avec une masse de travailleurs manuels.

- Contexte racial : la classe dominante est d'ascendance européenne. La classe prolétarienne (ouvriers agricoles, petits planteurs, ouvriers) est d'origine africaine et un peu indienne. L'abolition de l'esclavage n'a pas changé le fond du problème racial.

I) Histârique de la concentration du capital et des terres.

En 1635 apparaissent les premiers colons français qui, jusqu'en 1664, sont des petits planteurs qui défrichent les terres pour cultiver des vivres et du tabac.

En 1664, introduction de la canne à sucre et des sucreries, qui entraînent la création de plantations plus vastes pour répondre aux nouvelles exigences économiques. Cette augmentation des plantations exige : une demande plus forte de main d'oeuvre et c'est l'importation très importante d'africains ; et un besoin de capitaux.

L'importation très forte des esclaves noirs rend le rapport blanc/noir très faible et le contexte racial prend sa signification, amplifié par la nature des rapports sociaux.

Jusqu'au XIXè siècle, la production se fait par plantation, c'est-à-dire que chacune d'elle possède sa sucrerie et traite sa propre canne à sucre, maintenant ainsi la production dans le cadre de l'"habitation familiale".

Au milieu du XIXè siècle, un capital extérieur à l'île lance la création de grandes sucreries qui seraient approvisionnées par plusieurs "habitations" entraînant ainsi l'arrêt des sucreries sur chaque plantation. Mais là, apparait un déroulement des évènements

en Guadeloupe. Dans celle-ci les capitaux extérieurs se sont trouvés plus forts que ceux que détenaient les "blancs créoles" et ainsi ils se sont appropriés le monopole des usines (ceci avec l'appui des militaires qui réprimèrent un soulèvement "blanc créole" par rapport à la métropole). Celle-ci a donc pu soumettre les producteurs de canne à sucre et avoir le contrôle de leur production.

Au contraire, à la Martinique, par l'exploitation très forte des esclaves, les diverses plantations du groupe "blancs créoles" ont accumulé des profits énormes qui leur permettent de contrer cette offensive du capital extérieur en créant eux-mêmes des grosses usines et en limitant à des cas exceptionnels l'entrée des usiniers extérieurs aux "blancs créoles".

Ceci prouve que le groupe des "blancs créoles" avait accumulé beaucoup de capital, mais qu'il a également très bien compris le danger que représentait pour ses propres profits et son contrôle de l'île, l'arrivée de capitaux autres que les siens et externes à l'île. Cela permet de comprendre ce qui se passe de nos jours lors du transfert du capital terrien vers l'industrie, le commerce et le tourisme ; car il procède de la même manière.

Cette concentration du capital dans de grosses usines à sucre, alimentés par plusieurs plantations, a amené des reclassements des propriétés que l'on verra plus loin.

Cette création de grosses usines a entraîné la mort ou la soumission de quantité de petits planteurs martiniquais qui n'avaient pas la possibilité financière de se regrouper pour créer leur propre usine, comme les "blancs créoles", et se trouvèrent ainsi obligés de vendre leur produit au prix fixé par le "béké" ou bien de disparaître et vendre leurs terres à celui-ci.

Et l'on en arrive ainsi à la situation actuelle de domination capitalo-colonialiste où une minorité de 2000 personnes fait vivre tout un peuple selon ses bons désirs et ses profits ; tout simplement parce que leur exploitation à fond des rapports de production et socio-économiques permettent depuis des siècles à un capital terrien de contrôler les usines, le commerce et maintenant de s'infiltrer dans le tourisme.

III Organisation actuelle des "habitations".

1) les "Habitations familiales :

Elles représentent 60% des "habitations" et 50% des terres cultivées.

Deux catégories sont à discerner :

- les petits propriétaires martiniquais, de l'ordre de 5000, qui ne possèdent pas plus de 3 hectares chacun, qui leur permettent tout juste de vivre, et constituent le prolétariat paysan.

- grosses "habitations familiales", qui sont essentiellement situées dans le Nord-Est de l'île; font une grosse part de la production bananière, ainsi qu'un peu de canne et constituent les gros propriétaires "békés" dans ce secteur de la banane, (bien souvent se sont les mêmes, ou la même famille, que dans la canne). Ces 2 catégories s'imbriquent pas mal dans le Nord-Est, mais aussi dans le centre et le Sud.

2) Les Sociétés Anonymes Familiales :

Représentent 35% des "habitations" et 40% des terres cultivées et sont regroupées dans une dizaine de sociétés et ne font que de la canne à sucre.

C'est ce secteur que les "blancs créoles" contrôlent le plus, et c'est ce secteur qui dicte la conduite aux autres types de plantations et de productions.

Ces sociétés traitent leur propre production, mais aussi celle des "habitations familiales" faisant de la canne, plus celle des petits producteurs ; en un mot toute la production est traitée par elles, hormis le peu traité par les sociétés à capital externe.

A noter que certaines de ces sociétés font un peu d'élevage intensif, par opposition au paysan petit propriétaire ou ouvrier agricole qui a sa propre vache ou chèvre.

3) Sociétés à capital externe :

Représentent 5% des habitations et 10% de la production. Elles sont au nombre de 2 et possèdent leur propre usine, dont une distillerie.

Les grosses habitations et les sociétés se chargent d'exploiter tout un prolétariat, qui est évidemment sous payé et sur lequel repose la plus grande partie des bénéfices réalisés.

B) RAPPORT ENTRE GROUPES ETHNIQUES ET CAPITAL/PRODUCTION

De ces 3 modes d'exploitation on en déduit :

- les plantations gardent le format d'"habitation familiale".
- les concentrations se font sous formes de sociétés familiales.
- le capital local est très fort dans la propriété terrienne (70% des "blancs créoles", 10% métropolitains, les 20% restant, étant la part des petits producteurs et de la bourgeoisie martiniquaise qui tente de s'implanter).

A la Martinique, il n'y a pas de capital venant des autres îles, alors qu'à la Guadeloupe ce sont les mêmes "blancs créoles" martiniquais qui contrôlent 25% de capital de l'île. Ainsi, à la Martinique, c'est une minorité de "blancs créoles" qui se serrent les coudes, s'aident entr'eux, pour faire de très gros profits et maintenir tout un peuple dans la misère.

Cette description de la possession du capital et de sa structuration (familiale) permet de comprendre le très fort pouvoir que possèdent les "békés" et le fait que ~~tant~~ tout est sous leur emprise et ce qui ne l'est pas est soumis à leur autorité.

De plus, le côté aristocratie foncière se double du contexte racial (support du colonialisme) par le fait qu'une oligarchie blanche impose ses propres volontés :

- d'un côté, une classe bourgeoise qui fait d'énormes profits (qu'elle soit collaborationniste ou autonomiste par rapport à la France).
- d'autre part, une classe prolétarienne hyper-exploitée à un travail qui n'est même pas destiné à son auto-subsistance alimentaire.

C) INVESTISSEMENTS - CONTROLES DES "BEKES"

Les profits énormes obtenus dans la production agricole ont permis aux "blancs créoles

de riposter à chaque tentative d'implantation d'un capital externe à l'île, comme au XIX^e siècle.

Ainsi, ils contrôlent les banques locales (banque des Antilles Françaises)(Crédit Martiniquais) et sous le biais de sociétés anonymes et de transactions l'Import-Export, le gros commerce.

Parallèlement à cette implantation agricole et dans les autres domaines, cités ci-dessus, il n'y a pas d'implantation et de développement industriel.

Les seules industries sont d'approvisionnements (raffinerie, centrale électrique) mais aucune unité de fabrication n'existe. Fort de France est une ville essentiellement administrative et portuaire. De même, la pêche se trouve toujours pratiquée artisanalement et c'est regrettable vu la richesse des mers entourant l'île. Mais le pouvoir ne fait rien pour sortir de cette situation individuelle, et la création d'une conserverie vient d'être abandonnée.

Depuis le début des années 1960, cette île subit, en plus de la situation coloniale d'oppression et d'exploitation sociale, un autre abrutissement : c'est la société de consommation, où les "békés" sont de nouveau apparus en intensifiant les opérations de commerce qu'ils contrôlent (voitures, immobilier, supermarchés de l'alimentation et de l'habillement) ; et en intensifiant leurs investissements dans le tourisme pour citoyens américains ou canadiens. C'est le bénéfice de la "départementalisation" qui a accrue la dépendance vis à vis de la métropole, et l'oppression idéologique et quotidienne du peuple martiniquais.

Il est à noter aussi, un certain développement de la classe bourgeoise antillaise qui se forme à partir des professions libérales dont les capitaux sont investis pour fructifier dans le secteur agricole.

2ème PARTIE : LA SITUATION ECONOMIQUE EN 1974A) SITUATION ECONOMIQUE

Comme on l'a vu précédemment, le capital "béké" s'est créé par l'accumulation de profits énormes sur la monoculture intensive à destination de la métropole (canne à sucre, banane). Or, actuellement, une légère restructuration du capital s'amorce, essentiellement due au fait de la baisse de la production de la canne à sucre et de la fermeture des usines sucrières, ainsi que de l'accroissement des investissements dans le tourisme et le gros commerce.

1) La crise sucrière

A partir des années 1920 - 1930, se produit le déclin de la canne au profit de la banane pour en arriver au chiffre en 1973 de (sucre brut : 23000 tonnes, banane 214000 tonnes). Ce déclin de la production de sucre étant dû au faible rendement à l'hectare (moitié par rapport à Cuba) et aux pressions successives des betteraviers "békés" des usines se reconvertissent dans la banane, le tourisme, le commerce, et le peu d'industrie de transformation qu'il y a ; tout ceci effectué sans perdre le contrôle de la production agricole. Actuellement, il ne restera pour la récolte '75 que 2 seules usines qui marcheront (Lareintylamentin, et usine du Galion un peu plus au Nord). Cette concentration très forte du capital usinier en deux seules usines correspond au cheminement traditionnel capitaliste de la concentration. Les terres existeront toujours, mais les usines diminuent pour être plus rentables dans la logique capitaliste. Ceci pose le problème des ouvriers licenciés des usines avec le bon consentement des partis réformistes. Car cette restructuration: concentration, minimise tout de même, du capital usinier de la canne, profite également à la bourgeoisie martiniquaise, partisane de l'autonomie et dont l'expression politique est le réformisme, qui récupère ainsi les quelques terres laissées par les "blancs créoles", et commence par la même à former un capital à part (cela donne le "béké noir") qui lui permettra plus tard de lutter contre le prolétariat martiniquais.

2) La production Bananière

Celle-ci se développe très bien et tous les ans, hormis s'il y a de grosses intempéries, on assiste à une bonne récolte. Et là, apparaît encore une fois la pression coloniale, par le fait que la Compagnie Générale Transatlantique possède le monopole du transport de banane, et cela peut être dit pour tout le transport avec les Antilles, qui lui permet de régler ses petites affaires avec les sociétés anonymes d'Import:Export sous contrôle béké.

Prenons le cas de la banane. Le transport de ce fruit demande des qualités strictes de conservation (rapidité du transport, température constante 11°C, et ventilation suffisante). La C.G.T. en ayant le monopole, pratique les prix qu'elle veut et provoque le coût élevé du fret, la libre concurrence capitaliste ne jouant même pas. Du fait que 2/3

du marché français de la banane est réservé à la production antillaise, on voit que la C.G.T. a des profits assurés de même que le producteur "béké" martiniquais est assuré de son écoulement.

De plus chaque produit exporté ou importé se trouve taxé d'un "octroi de mer" qui est destiné au financement des communes de l'île et permet ainsi au pouvoir colonial d'avoir à moins accorder de ~~aux~~ subventions aux communes sur le dos du peuple antillais qui achète le produit et de l'acheteur en métropole.

Les producteurs capitalistes de banane, et autres produits d'ailleurs, se trouvent encore avantagés par le système du "contingentement", qui est en principe un ensemble de mesures destinées à réduire les importations en France depuis les colonies, mais qui permet aux producteurs "blancs créoles" d'avoir un marché sûr, avantage très intéressant au niveau européen, d'instituer un régime de prix garanti, de réglementer les échanges avec les pays tiers et de régler la production à la demande.

Ceci se recoupant très bien avec le monopole C.G.T. sur le transport et la possession coloniale des terres qui permet de faire de gros profits aux bananiers et autres producteurs exportants, tout ceci se déroulant sur le dos du peuple martiniquais qui fournit la plus-value. Ce système d'exploitation et de commerce explique bien le caractère colonial, par le fait qu'une minorité profite des conditions d'une île et s'associe avec une compagnie nationale métropolitaine pour piller les ressources d'un peuple en expédiant vers la métropole.

A noter, que les "békés" ont prouvés eux-mêmes, que l'île pourrait produire sa propre nourriture par le fait qu'ils ont fait quelques élevages de bœvins dans le Sud, et que l'on obtient de la très bonne viande. De même, sur le plan des légumes, des tentatives ont été faites, prouvant que tout pousse sur ce sol, mais la production va à l'exportation (4000 tonnes d'aubergines exportées en 73).

Le développement de ces secteurs alimentaires n'est pas possible actuellement, vu le système de propriété des sols (les "békés" ne voulant pas le développer, car cela ferait baisser les prix, diminuerait la dépendance vis à vis de la métropole et les gros profits qu'apporte la monoculture).

Donc on en reste au petit producteur ou ouvrier qui élève sa vachère, et la femme de celui-ci, qui apporte les produits de son jardin au marché.

Cette légère restructuration du capital a permis aux "békés" de s'infiltrer dans le tourisme et le gros commerce et l'industrie dont les effets de la départementalisation ont accru l'importance.

111) Inflation Galopante

Ce système de contrôle économique et de monoculture a donné la situation actuelle : l'île ne produit pas sa propre nourriture pour toute la population, ce qui oblige à faire venir ces produits alimentaires de métropole et explique ainsi la vie chère (1) et l'ascension des prix.

(1) A noter qu'à ce sujet, tout fonctionnaire à la Martinique (métro ou antillais), touche une prime de vie chère de 40% de son salaire, lequel est basé sur Paris. Si l'Etat accord 40% c'est qu'il y a en réalité beaucoup plus de différence de prix. Ceci est également utilisé pour attirer des fonctionnaires métros aux Antilles. Les militaires ne touchent "que" 25% de prime de "vie chère" mais leur loyer est payé par l'armée (et lorsqu'on voit le prix des loyers dans l'île, cela leur fait plus de 40%), et en plus ont des indemnités d'installation assez faramineuses.

Ainsi en 1973, l'inflation a été de 13,45%, alors qu'elle était de 5,75% en 1972, et que l'on prévoit pour cette année 1974 au moins 30% (exactement 10% pour les 4 premiers mois de l'année). Lorsque l'on regarde les hausses de prix entre Avril 1973 et X Avril 1974 on a pour l'alimentation 25,57%, l'habitation 17,25%, les transports 24,20%, et l'habillement 10,40%.

Face à cette montée des prix de matières courantes et la situation d'inflation actuelle, le pouvoir d'achat du peuple martiniquais se trouve très réduit, et ce ne sont pas les faibles résultats de la grève générale de Février 1974 qui vont compenser cela.

IV) Le Chômage

Cette baisse du pouvoir d'achat et l'inflation galopante ont pour complément le chômage. Celui-ci est très important dans l'île, car 50% de la population à moins de 20 ans et l'emploi n'est pas créé pour la population active.

De plus, ce chômage se trouve accentué par les décisions coloniales qui ont créé les V.A.T. (volontaires à l'aide technique) et le S.M.A. (services militaires adaptés) qui sont 2 insultes vis à vis des chômeurs : le système des V.A.T. permet au pouvoir de n'avoir pas à introduire de martiniquais (ou très peu) aux postes de responsabilités ou de cadres dans les administrations, maintenant ainsi le contrôle colonial métropolitain. Les V.A.T. sont des appelés métropolitains qui effectuent leur service militaire sous forme civile en travaillant dans des administrations (instituteurs, internes des hôpitaux, équipement, etc...) et touchent une paye mensuelle assez rondelette (de l'ordre de 2000 Frs) et non imposable, très loin de la solde de l'appelé sous les drapeaux (.), ce système permettant à une minorité de privilégiés de voir du pays sur le dos des peuples colonisés, en gagnant pas mal de fric et en prenant le travail des antillais. (Ceci prouve également, la complicité de l'éducation nationale, qui ne déploie pas ses efforts pour former des gens capables, sur place, de tenir leur fonction).

Le S.M.A. quant à lui est fait pour redorer la blason de l'armée x coloniale et pour résoudre le problème de la surpopulation de la Martinique et de la Guadeloupe au profit de la Guyane (cf: l'article dans F.L. N° 32 et l'article en annexe à la fin de la brachure). Ce Service Militaire Adapté effectue des travaux pour les collectivités locales, au dépend des entreprises, et il revient beaucoup moins cher du fait que la main d'oeuvre est constituée par des appelés métropolitains (10%) et antillais (90%).

L'armée apprend aux Antillais à conduire des engins ou à construire, mais quand ceux-ci quittent l'armée, ils trouvent le chômage : en effet, tant que l'armée s'empare

des chantiers ~~auxiliaires~~, que les entreprises pourraient faire, celles-ci ne peuvent se développer et les offres d'emploi n'augmentent pas.

De plus, la S.M.A est un échec, car il n'a pas réussi dans son but principal : amener des martiniquais et des guadeloupéens à travailler définitivement en Guyane à la mise en exploitation des terres de l'intérieur de celle-ci.

Face à cette main d'oeuvre disponible, le pouvoir colonial a créé le BUMIDOM (Bureau Migratoire des Départements d'Outre Mer) qui permet aux entreprises métropolitaines et aux administrations, d'avoir une réserve de main d'oeuvre que l'on fait venir dans l'hexagone pour les exploiter énormément, en leur faisant miroiter les avantages de la civilisation occidentale.

B) LA VIE QUOTIDIENNE

Elle est déterminée par la situation économique coloniale de l'île dont la métropole a fait un marché privilégié où tous les moyens sont utilisés pour faire de l'antillais un consommateur idéal (oppression des moyens de culture et d'information, religion toute puissante) : il faut d'abord étouffer toute ébauche de critique.

I) La religion

Tout au long de l'évolution historique de l'île, les religions se sont faites le soutien idéologique des exploités : que ce soit par l'intermédiaire du "limbois" (sorcier) ou des curés de tous poils (tous deux arrivant à ce compléter efficacement à l'heure actuelle), elles tendent/parviennent à inculquer au peuple un esprit de fatalisme et d'acceptation de sa situation d'exploité qui fait de lui une proie bien vulnérable. Actuellement, on assiste à un pullulement de sectes plus ou moins judéo-chrétiennes (adventistes, évangélistes, témoins de jéhova...) qui se disputent des adhérents, provoquant de multiples débats sur les faux problèmes habituels, divisant les gens, cultivant les superstitions, et qui pompent aux martiniquais leurs quelques rares économies pour financer la construction de temples somptueux. Les religions trônent avec tout leur cortège d'obsessions sexuelles, de rigueur morale et de fausses culpabilités.

II) La Famille

C'est aussi le règne du père, du mâle, du chef intouchable : la condition de la femme est, on ne peut plus misérable, l'adoration que l'on voue à la mère est proportionnelle à son exploitation. Pratiquement, en plus de faire une dizaine de gosses, c'est elle qui est chargée de les élever, de les nourrir, en majorité, des hommes antillais se sentant peu (ou pas) responsables de leur famille. De toute façon, ils n'ont pas toujours les moyens de l'être. Mais le système permet à l'homme d'avoir plusieurs femmes (c'est-à-dire maîtresse, car la religion catholique trône quand même), donc des enfants un peu partout, que la femme prend en charge. Il faut dire aussi qu'elle est "protégée" en tant que femme par les lois françaises sont on connaît les limites au sujet du divorce, des allocations aux filles mères, etc... Par exemple : l'homme peut reconnaître ses nombreux enfants; dans ce cas c'est lui qui touchera les allocations familiales, qu'il n'est pas obligé de donner à la mère.

C'est autour de la mère que s'organise la structure familiale qui est large : la vie en famille n'est pas limitée aux parents et enfants, mais s'étend aux oncles, tantes..., ceci pour des raisons économiques qui font d'une famille un clan très solidaire.

Autre problème : la natalité. Elle pose un problème au gouvernement français, qui a besoin d'une certaine marge de chômeurs, mais à ce niveau, c'est la concentration géographique du chômage qui le gêne. Donc il faut freiner la poussée démographique. On en est pas encore, comme en Inde, où on propose la castration aux hommes en échange d'un transistor, mais ici, la loi Neuwirth est appliquée en priorité : (c'est ~~très drôle~~ elle ne l'est pas encore complètement en France), dès l'âge de la puberté, une fille peut se présenter dans un P.M.I. (Protection Maternelle et Infantile) ou au centre de Planning de Fort-de-France, ou de Trinité, et sur sa demande, avoir une visite médicale gratuite et un cours particulier sur tous les moyens contraceptifs existants. Si elle le veut, très gracieusement, on lui paiera un stérilet ou bien on lui donnera trois plaquettes de pilules. Elle reviendra dès qu'elle en aura besoin. Par contre, si elle se trouve enceinte, contre son gré, elle ne trouvera personne pour la faire avorter, à moins de 150.000 anciens francs (la morale impose ~~des~~ des limites toute de même). Par contre, aussi, certains gynécologues serviteurs zélés du pouvoir, va lui ligaturer les trompes si elle dépasse le chiffre de 3 enfants (au cours d'une inutile césarienne pendant l'anesthésie), ce qui va arrondir grassement son chiffre d'affaires. Il y a encore pas mal de femmes qui meurent de septicémie à la Martinique (sans doute est-ce une solution au problème démographique ?).

III) la Consommation

C'est un phénomène qui s'aggrave depuis une dizaine d'années, en relation avec le rôle que le gouvernement français fait jouer aux DOM: la Martinique ne produit pas ce qui pourrait lui faire subvenir à ses besoins ; tout vient de la "mère patrie", et il faut absolument pousser les antillais à consommer ce qui se fait en métropole, non seulement en matière de nourriture, mais aussi d'habillement, de voitures, de mobilier, ainsi que de culture : livres, cinémas, théâtre, enseignement.

Pour accentuer encore plus son oppression, la société colonialiste s'est chargée de tuer toute la personnalité de l'antillais et de détruire en lui tout un passé culturel africain et ceci s'est trouvé accentué par l'apport de la société de consommation qui a utilisé tous les moyens qu'elle possède (publicité, télé, radio, journal local "France-Antilles" d'intoxication colonialiste etc...) pour réduire encore plus la culture locale.

Cet afflux quotidien d'oppression et d'intoxication de la "civilisation occidentale" est le moteur de la destruction du personnage antillais, de son intégration dans un ~~système~~ rythme de vie et de l'accumulation d'aliénations destinées à l'intégrer à fond dans le système capitaliste aux dépens de sa propre culture locale et de ses réels besoins.

Pratiquement cela se traduit par une consommation importante de voitures de cylindres importantes, par l'abandon du costume africain (le boubou) au profit de la chemise cintrée. La coupe (afro) n'étant pas forcément l'expression d'une révolte (tout comme le

cheveu long) mais plutôt un moyen de récupération et de détournement d'une révolte initiale. Les exemples comme ceux-là sont nombreux, tous ayant pour finalité d'accroître l'emprise de la société capitaliste sur le quotidien d'un peuple, qui devient intimement dépendant de la métropole.

Parallèlement à cette situation, tout ce qui apporterait une réelle amélioration matérielle est renié. Ainsi les conditions d'habitats sont misérables.

La grosse majorité des cases ne possédant pas d'eau ni de lumière à l'intérieur où la vie se déroule avec une lampe à pétrole et un robinet pour le quartier où les femmes et les gosses font la queue pour remplir une bassine d'eau. Cette misère de la case est maintenant remplacée dans certains endroits (essentiellement à Fort-de-France) par la création de grands centres urbains où les promoteurs immobiliers font des profits énormes en construisant des tours de béton et d'HLM, par cités entières, où le capital entasse les gens devant une télé qui parle de choses se passant à 7000km mais très rarement de la vie locale.

A côté de cette oppression et misère s'en trouve une autre aussi grave : la malnutrition des enfants. Le travail étant difficile à trouver, la vie étant très chère et les salaires minimes, les enfants en subissent les conséquences et leur nourriture sera essentiellement les produits qu'apporte le jardin (si l'on en a un) ou ce que l'on pourra acheter. Dans les villages de pêcheurs, les enfants peuvent manger du poisson et sont mieux nourris, ainsi que dans les campagnes. Mais en ville, ils ont peu d'apport protidiques et vitaminés, et sont nourris la plupart du temps à base de féculents, ce qui leur donne un ventre ballonné et provoque des chutes de dents. La viande du supermarché est trop chère, et celle du pays est très mal distribuée. Alors on se débrouille avec ce qu'on peut avoir dans la famille à la campagne.

IV-La Vie Culturelle.

Là encore le système colonialiste fait tout pour étouffer au maximum une culture antillaise qui cherche ses moyens d'expression. Ceux-ci étant monopolisés par des producteurs intégrés au système: la tâche est difficile.

I) D'abord le cinéma: c'est l'instrument le plus approprié à l'intoxication idéologique du peuple martiniquais: premièrement parce qu'il véhicule la publicité pour les produits métropolitains (exp.: la publicité intense pour la moquette, produit très nettement indispensable en pays tropical?), ensuite parce qu'il déverse quotidiennement des films abrutissants: la proportion de films passant en Martinique est: pour les 3/4 dominée par les films de karaté, le 1/4 restant étant réservé aux westerns débiles qui font l'apologie du blanc tuant l'indien. (l'exception étant le film de Costa-Gavras passant seulement à Fort-de-France). C'est l'idéologie de l'oppression et de la misère intellectuelle qui passe: il faut empêcher les gens de penser, de remettre en question.

Il faut inculquer des attitudes réactionnaires: violence fasciste, cultiver les aliénations (le karaté divulgué par le cinéma a entraîné que tous les enfants jouent

entre eux, maintenant, au karaté). Il faut surtout empêcher les jeunes chômeurs de penser à une violence de classe. Quant au cinéma antillais, proprement dit, s'il existe, c'est en cercle fermé car on n'en est pas informé en Martinique.

2- Ainsi le théâtre, où quelques troupes antillaise essaient de développer un théâtre populaire, non sans mérite car elles ne bénéficient d'aucune subvention, elles apparaissent à Fort-de-France et dans quelques communes, et surtout au festival antillais, qui a lieu en juillet depuis 4 ans.

3- La forme la plus typique d'expression antillaise reste la musique et la danse qui est réellement populaire. Les rythmes d'origine africaine sont profondément implantés dans la culture antillaise; mais ils ont pas mal subi d'influences coloniales (cf.: la mazurka et la valse). Bien sur, maintenant on a introduit la guitare électrique dans la biguine, et à la radio on entend de plus en plus souvent Sheila et autres célébrités nationale, mais la place qu'ont les mass-média en métropole se retrouve pas dans l'île, et ces instruments là (Sheila et autres) ne sont pas écoutés là-bas.

Il y a aussi le côté folklorique de la biguine, dansée par de belles antillaises, pour le bon plaisir de messieurs les touristes américains en mal d'exotisme: ça rapporte aux Roger Albert (2) et autres commerçants békés qui ne conservent de la culture antillaise que ce qui peut être rentable.

4- Le Carnaval: jadis la grande fête d'expression, et de dévouement aussi, pendant trois ^{jours} ~~semaines~~ celui-ci tend de plus en plus à se modeler à l'image de la société bourgeoise, c'est à dire sans fête. Tous les ans, le nombre de gens qui y participent diminue pour en arriver à la situation actuelle où l'on "regarde" passer le défilé, mais on n'y "participe" pas ou peu. Ainsi on voit "pepsi-cola" qui défile ou la société sportive cycliste, mais les gens ne sont pas dans la rue pour participer vivre la fête. B'ici quelques années la bourgeoisie en sera arrivée à faire des carnivals où il y aura un défilé de chars que l'on regardera passer; et ce sera la mort de "vaval", au sens de la fête populaire.

(2) Roger Albert: gros commerçant de Fort-de-France où tous les bateaux faisant escale "déversent" des clients qui vont acheter des bijoux et autres choses rares à des prix plus chers qu'en métropole. Il fait fonction aussi d'agence de voyage et pour prendre l'avion depuis la Martinique il faut passer par lui.

3°Partie: Les ORGANISATIONS POLITIQUES EN 1974.

I- La Réaction.

Celle-ci étant l'expression politique de tout l'appareil d'oppression colonial se trouve incarnée essentiellement par l'UDR. Une UDR très dure, fasciste, qui dans certaines communes du nord de l'île (Marigot essentiellement) applique des méthodes de tabassage sur les militants d'extrême gauche lors de diffusion de tracts ou de vente de journaux. (surtout depuis la grève de février à 74 où le secteur bananier localisé surtout dans cette région s'est montré très radicalisé et où certaines organisations d'extrême gauche, dont les maos, ont fait un bon travail qui a entraîné sur eux la répression de l'appareil judiciaire colonial).

Ces organisations de droite possèdent l'appui de la presse locale (France-Antilles) et de la radio et télé. Les Républicains indépendants et autres organisations de la majorité sont faibles par rapport à l'UDR; à noter tout de même que lors de l'élection de mai 74, dès le départ le journal "France-Antilles" a soutenu Giscard au dépend de Chaban marquant ainsi une rupture avec l'UDR, ou le résultat des pressions de Giscard sur Hersant (le propriétaire du journal).

Tout ce conglomérat de formations de la majorité parlementaire actuelle se devant de faire avaler au peuple martiniquais la pilule de l'exploitation et de la misère quotidienne, et ce n'est pas le voyage de Giscard qui va changer quelque chose à cela.

Ces formations politiques sont l'expression des intérêts békés, soit la conservation du statut actuel : le rattachement à la métropole.

2 - Les Réformistes ou la Social-Démocratie.

Ce courant politique (très puissant dans l'île et le mieux structuré) regroupe les formations suivantes : P.C.M. - P.P.M. - P.S. (celui-ci très faible) et sont l'expression indirecte de la bourgeoisie martiniquaise. La lutte dans la social-démocratie se dércule surtout entre le P.C.M. et le P.P.M. . Ce dernier étant surtout implanté à Fort-de-France (où Aimé Césaire est maire) n'a une audience que par la personnalité de son leader (Césaire) et son implantation dans l'île se limite à Fort-de-France.

Le P.C.M. , par contre , est implanté dans toute l'île et c'est lui , par l'appui de la C.G.T.M. qui controle tous les mouvements sociaux et la vie économique de l'île.

Ces formations politiques sont partisans de l'autonomie; soit une gestion par elle même des capitaux donnés par la métropole, mais sans une remise en question des rapports sociaux de production capitaliste; tout ceci étant entretenu par un langage dans sa presse contre le blanc, le raciste , l'exploiteur ; mais sans ne débouchant pas sur un changement profond de la vie économique de l'île, et une transformation politique radicale de la situation d'oppression. (et ce n'est pas pour rien si ces organisations ont soutenu Mitterand en mai 74, car c'était pour elles la solution à une prise en main de leur part de la vie de l'île).

Tous ces appareils politiques ne remettent pas en question d'une manière radicale les rapports sociaux existants dans l'île. Ils utilisent, par contre, un langage anti-blanc (qui correspond à une situation de ras-le-bol de la population) qui permet à la bourgeoisie martiniquaise de s'implanter dans ces partis et d'en faire ses organes (en jouant la carte de la libération nationale) ; l'essentiel de son argumentation étant le langage anti-blanc (et non celui contre la bourgeoisie blanche métropolitaine et locale), mais celui qui ne débouche sur rien de concret et n'apporte pas de solutions aux problèmes de l'île. Tout ceci permettant une infiltration de la bourgeoisie martiniquaise, qui se trouve dans les professions libérales, mais dans peu de rouages économiques; et lui permet ainsi de masquer son programme contre-révolutionnaire.

Ces appareils sont soutenus par la C.G.T.M. qui controle tous les mouvements sociaux dans la limite de ces capacités (ainsi en février 74 elle eu beaucoup de mal à récupérer le mouvement , car celui-ci était l'expression profonde d'un ras-le-bol du peuple martiniquais dont les revendications syndicales étaient minimales par rapport à la situation d'oppression quotidiennement vécue.

P.P.M. : Parti Progressiste Martiniquais .

P.C.M. : Parti Communiste Martiniquais.

C.G.T.M.: C.G.T. Martiniquaise.

III - L'extrême Gauche.

Celle-ci est représentée, en tant qu'organisations constituées, par le trotskysme et le macisme.

Les trotskystes sont divisés en 2 organisations : le G.R.S. (Groupe Révolution Socialiste) surtout implanté en Martinique et peu en Guadeloupe, et qui est affiliée à la IV^e Internationale. "Combat Ouvrier" bien implanté en Guadeloupe et peu à la Martinique est l'équivalent de "L.O." en métropole. Ces 2 organisations n'arrêtent pas de polémiquer entre elles et se trouvent emmêlées dans la même rangaine que les trotskystes d'ici : le gauchisme. A savoir que leurs militants sont surtout lycéens, étudiants profs., mais n'ont qu'une très faible implantation ouvrière; ce qui les conduit à s'enliser dans le gauchisme et à n'être que des réformistes un peu plus à gauche que le P.P.M.-P.C.M. De plus leur remise en question de la situation de l'île est loin de déboucher sur des solutions radicales, car elle ne remet pas totalement en cause l'origine de l'exploitation actuelle.

Les macistes regroupés autour du journal "La Voix Du Peuple" depuis le début de 1974, ont entrepris un travail qui a apporté beaucoup plus de points positifs que les trotskystes. Cela est surtout apparu lors de la grève des ouvriers agricoles de février 74 où ayant poussé à la création de syndicats autonomes, ils ont amené la C.G.T.M. à durcir sa position. Par ces syndicats autonomes ils ont fait passer des positions radicales qui ont fait peur au pouvoir et aux réformistes; et ce n'est pas pour rien si la répression coloniale s'est abattue sur eux après ces grèves sur des accusations de port d'armes (cutelas), ou autre, alors que les gardes mobiles ont fait feu sans sommations sur les ouvriers agricoles.

IV - Que Faire? .

Il est très clair que ce ne sont pas les appareils réformistes locaux (PPM-PCM) qui changeront quelque chose à la situation d'oppression de l'île. Si l'île veut survivre elle doit chasser tout ce qui a amené la situation d'oppression actuelle, soit:

- le capitalisme béké
- le pouvoir colonial de la bourgeoisie française (support du précédent point).

D'autre part la confiance ne doit pas être accordée aux réformistes, qui ne sont que l'expression d'une autre bourgeoisie (martiniquaise celle-là) et dont l'oppression sera aussi dure. Le premier problème à résoudre est celui de l'auto-subsistance,

c'est à dire que la population se nourrisse par les produits de sa terre (où tout pousse) , et qu'elle rompe avec la situation actuelle de dépendance vis à vis d'une métropole. De plus elle doit rompre avec le mode de culture actuel qui étant unique (canne à sucre, banane) la maintient dans une position de dépendance, au niveau des débouchés (la France aujourd'hui , les USA ou l'URSS demain).

L'exemple de Cuba devrait à cet effet servir de leçon: en effet en s'enlisant dans la monoculture intensive , le régime de Castro s'est trouvé dans une totale dépendance (économique et politique) vis à vis de l'URSS, pays contre-révolutionnaire, ce qui a amené à une bureaucratisation du régime.

La solution d'une fédération des petites antilles proposée par certaines organisations (trotskystes notamment) est celle d'avenir, dans la mesure où ces ^{iles} rompent avec le système économique actuel de monoculture, et où elles arriveront à dépasser les divergences qu'ont créé les divers colonialismes (français, anglais, hollandais, espagnols) dans cette partie du monde (divergences d'ordre linguistique, économique, culturel, social, etc...).

Ceci ne se fera que par l'auto-organisation du prolétariat antillais et par la lutte révolutionnaire, sur des termes de classe, contre le pouvoir actuel ou ceux à venir qui parleraient en son nom. Le prolétariat martiniquais ne doit pas contrôler avec des termes pseudo-révolutionnaires la situation d'exploitation actuelle; il doit , par son auto-organisation, assurer la gestion directe de son avenir et de son émancipation qui chassera réellement toute trace du colonialisme oppresseur.

Le peuple martiniquais ne doit pas se faire tromper par le langage de la "lutte de libération nationale" qui ne signifierait qu'un changement de bourgeoisie, mais pas une transformation des rapports sociaux . La "lutte de libération nationale" doit être pensée en termes de classe et doit amener une pratique révolutionnaire anti-capitaliste, alors que pour l'instant , la majorité des organisations politiques (réformistes et gauchistes) posent le problème d'abord en termes de couleur ensuite en termes de classe.

Le départ des colonialistes métropolitains (blancs) aboutira à une transformation révolutionnaire du quotidien du prolétaire antillais si celui-ci abolit aussi la domination bourgeoise de couleur, et s'il s'y emploie dès maintenant.

S'il considère que la libération de son sol doit se faire avec la bourgeoisie locale, il ne fera que maintenir la domination capitaliste et les rapports de production existants. Sa libération totale n'en sera que plus lointaine et difficile à acquérir.

ANNEXE

LE S.M.A.

Le S.M.A. ou service militaire adapté est une forme de service national, créé en 1963, et qui est implanté en Martinique, Guadeloupe et Guyane. Il participe à la réalisation d'équipements d'infrastructure (bâtiments, routes, etc...) dans ces 3 départements d'outre-mer qui font, en fait, partie des dernières colonies de l'impérialisme français. Ce sont essentiellement des soldats antillais du contingent qui le composent, avec un encadrement militaire et quelques appelés métropolitains. La création de cette forme de service répond à une situation bien concrète dans ces 3 "départements", et tente d'apporter une solution aux problèmes locaux qu'est incapable ou ne veut pas résoudre le colonialisme.

Dans ces départements, et surtout en Martinique et Guadeloupe, une forte surpopulation de ces îles existe, avec un chômage très important (pour la Guadeloupe, sur une population active théorique de 150.000 personnes, seulement 70.000 peuvent espérer trouver un emploi). Face à ce chômage et à cette population surabondante, toute une série d'équipements d'infrastructure (routes, locaux, etc...) est à faire.

De plus, les familles antillaises ayant l'habitude d'avoir beaucoup d'enfants, un gros problème existe aussi au niveau de l'enseignement et de la création d'écoles. Pour pallier à ces 3 problèmes, (emploi, équipement, éducation) l'U.D.R. a décidé de créer le S.M.A. et après dix ans de fonctionnement, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle n'a pas rempli les buts qu'elle s'était fixés.

I) LES BUTS:

L'armée délivre un C.A.P. aux antillais (ce C.A.P. étant valable dans le civil, elle joue le rôle d'un C.E.T. et répond ainsi au manque de ces établissements). Comme elle a envoyé la majorité des martiniquais et guadeloupéens en Guyane pour participer à la mise en valeur de celle-ci, elle compte qu'ils resteront dans ce département, une fois leur temps fini au S.M.A., et ainsi provoqueront un dépeuplement de la Martinique et de la Guadeloupe qui, elles, sont surpeuplées (d'où résolution des problèmes de logement et d'emploi, qui sont très critiques dans ces 2 départements, et transplantation vers la Guyane, où tout l'équipement à l'intérieur du pays est à faire).

Comme les travaux réalisés correspondent à une demande de la part des communes ou collectivités locales, l'armée donne ainsi une bonne image d'elle-même auprès de la population et masque ainsi son rôle essentiel : le colonialisme et la protection des pillards (grands propriétaires de canne à sucre, distillerie de rhum, etc...).

Ce côté là est très important pour elle, et elle essaie par tous les moyens de réaliser des travaux qui sont attendus depuis longtemps par la population(1). Ainsi elle contribue à aider les communes dont les élus n'ont pas réussi à obtenir la réalisation des travaux et apporte de cette façon une bonne image d'elle-même (sans elle il aurait fallu attendre des années, etc...).

Un autre côté très important et qui intéresse beaucoup les communes est celui du prix de revient des travaux. Le prix que fait payer l'armée est celui de l'amortissement de son matériel. Le prix main d'oeuvre est nul, puisque le contingent qui effectue les travaux touche sa solde et qu'il la toucherait même s'il n'était pas au S.M.A. . Donc pour les communes les travaux leur reviennent à environ 40% du prix que leur ferait payer une entreprise normale (la main d'oeuvre entrant pour plus de la moitié dans la réalisation des chantiers). Le prix expliquant entièrement l'utilisation du S.M.A. par les municipalités communistes qui ne bénéficient pas d'autant de crédits que les municipalités réactionnaires (2). Une autre application du S.M.A. et qui est différente des travaux expliqués ci-dessus, est le ramassage scolaire qu'effectuent les cars de l'armée. Ils accomplissent une partie de ce ramassage, répondant au manque de transports y urbains. Egalement par cette action, revalorisation et popularité de l'armée auprès des habitants.

Le Fonctionnement.

Pour les appelés antillais voilà comment se déroule leur service :

-tout d'abord les 2 premiers mois sont réservés aux "classes" où ils subissent comme en métropole toute une militarisation, embrigadement, et abrutissement des esprits et des individus.

-puis ils font un stage de 2 mois où ils apprennent un métier et about desquels est délivré un CAP, ou passent le permis pour effectuer le ramassage scolaire.

-ensuite ils vont sur les chantiers.

Les antillais font les travaux manuels et les "métrés" servant à l'encadrement et aux postes dits importants (dessinateur, topographe, etc...). La division du travail est plus que maintenue car doublée de racisme en plaçant le métré au-dessous de l'antillais.

Conséquence et Réalité.

Celle-ci est loin de correspondre aux buts que s'était fixée l'UDR. D'une part elle ne résout pas le chômage comme prévu car :

-les travaux qu'exécute le S.M.A. seraient faits par des entreprises locales qui embaucheraient pour les exécuter, d'où pas de travail pour les chômeurs déjà existants (le système d'embauche, par chantier, est très utilisé dans ces départements par les capitalistes locaux, car il permet d'éliminer les éléments contestataires parmi les ouvriers, de faire des économies au point de vue payes, pas d'ancienneté, salaires à l'embauche).

-les martiniquais et guadeloupéens ne veulent pas rester en Guyane et rentrant chez eux font ainsi de nouveaux chômeurs car il n'y a pas eu création de nouveaux emplois correspondants aux métiers appris au S.M.A. .

D'autre part devant ce déplacement forcé en Guyane, beaucoup de martiniquais et de guadeloupéens désertent pour refuser l'armée du capital et la séparation de leur pays. Il y a également des déserteurs guyanais et aussi dans les 2 îles. Par riposte à tout cela l'armée a décidée d'accentuer la militirisation et en fait davantage baver aux gars. De plus, malgré que l'on ne puisse parler du succès du S.M.A. dans ces départements, il y a des partisans au ministère, pour l'application d'un tel service à une partie du contingent en France, surtout après le mouvement du printemps dernier (3).

Mais là, le patronat risque de mettre un frein à un tel projet. Déjà qu'aux Antilles cela a créé des oppositions avec les entreprises locales puisque ce sont des pertes de marché pour elles.

Conclusion.

Il ne faut surtout pas se leurrer sur le S.M.A. car c'est toujours l'armée avec toutes les conneries qu'elle trimbale, elles sont peut-être un peu moins supportées que dans un régime de caserne traditionnel, mais elles y sont toujours et la hiérarchie, l'autorité, la discipline, etc... sont toujours très bien en place. Les appelés conduisent peut-être des bulldozers au lieu d'un fusil entre les doigts (4), mais l'idéologie fascisante est toujours là et les chefs débilés commandent toujours. Et cela forme une bonne éducation pour respecter plus tard le chef sur le chantier. D'autre part le S.M.A. ne représente qu'une partie du contingent et de l'armée; l'autre étant moins visible, on en parle moins, mais elle s'entraîne pour la répression de tout ce qui permettrait à ces peuples de s'émanciper. La bourgeoisie locale et métropolitaine a bien besoin de cela sinon il y a longtemps qu'elle ne serait plus là (ces troupes sont essentiellement celles de la "coloniale" qui après l'Indochine et L'Algérie, continuent dans les D.O.M et T.O.M. et pays d'Afrique francophone leur rôle).

(1): A noter que ceci se transforme un peu actuellement, et le S.M.A. tend à devenir une entreprise très demandée par les promoteurs. Ainsi va-t-il réaliser dans le sud tous les travaux de terrassements pour un village touristique financé par les américains d'où le côté immédiat du travail et non pas celui d'attente comme pour la majorité des chantiers actuels. Ainsi le S.M.A. va se retrouver sous peu une très bonne entreprise pour tous les investisseurs touristiques dans l'île, par le côté économique de ces travaux et sa disponibilité.

(2): Les municipalités aux élus réactionnaires profitent aussi du S.M.A. dans la mesure où leurs appuis dans l'appareil d'oppression leur permet d'obtenir les services de l'armée pour des travaux.

(3): cet article a été écrit en Janvier 74.

(4): quoique les appelés du S.M.A. possèdent un entraînement au tir de temps à autre et en cas d'affrontement ils n'auront plus un "bull" entre les doigts, mais le fusil pour avoir le même rôle que n'importe quelle armée.

LEXIQUE DES TERMES CREOLES et AUTRES.

- béké ou blanc créole: colons blancs possédant la majorité du capital de l'île, leur permettant de contrôler toute la vie économique de l'île. Par leur peu de nombre (2000 environ) ils constituent une aristocratie blanche.
- habitation : terme employé pour définir la propriété, l'exploitation agricole.
- biguine : la danse la plus populaire aux Antilles (notamment à la Martinique).
- "vaval" : surnom donné au carnaval, qui est représenté par le personnage "vaval".

QUELQUES DONNEES SUR LA MARTINIQUE

- Superficie: 1080 km²
- Population Actuelle: 360.000 habitants (Fort-de-France: 120.000 habitants)
- Villes Importantes: Fort-de-France § administratif et portuaire, chef lieu
Trinité - Saint-Pierre (détruite en 1902 par une irruption de la montagne Pelée) - Le Marin - Ces trois villes sont sous-préfecture.
- En 1967 : population active : 89.464 (28,10% dans l'agriculture et la pêche). Ces chiffres montrant l'importance que prend le secteur tertiaire dans l'île.
- Densité (1966) : 295 hab/km². Et lorsque l'on sait qu'une grosse partie de l'île est inhabitable, à cause de la végétation ou des serpents venimeux, on imagine la densité énorme que cela donne dans les zones habitées.

Pour toute correspondance, écrire à :

GERMINAL
19, rue des Suisses
13200- ARLES

Qui Transmettra.